

DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT LECORNU II : ENTRE FAUSSES CONCESSIONS ET AUSTÉRITÉ

Ce mardi 14 octobre, le «nouveau» Premier Ministre Sébastien Lecornu a présenté son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale. Sous couvert d'une concertation de façade avec les groupes d'opposition, le chef du gouvernement prépare un nouveau budget d'austérité, conforme aux orientations budgétaires dessinées cet été par François Bayrou. **Une continuité qui illustre l'entêtement antidémocratique d'une macronie à l'agonie et massivement rejetée dans le pays.**

Une fois encore, aux mêmes maux les mêmes remèdes : aggravation des inégalités et asphyxie des services publics ! Derrière quelques faux-semblants, les coupes budgétaires restent considérables : **10 milliards d'euros ciblés dans la dépense publique** (dont plus de **3 000 suppressions de postes**, y compris dans des ministères clés comme celui de la Transition écologique), **5,3 milliards d'euros ponctionnés sur les collectivités** (soit 31% de l'effort total de réduction des dépenses, alors qu'elles ne représentent que 5,9% de la dette publique en 2024 et 19% de la dépense publique) et **7 milliards d'euros d'économies sur la sécurité sociale, fragilisant davantage un système de santé déjà mis à mal par des années de sous-financement !**

A l'inverse, les ministères régaliens comme celui des armées connaissent les plus fortes hausses : plus 6,7 milliards € prévus au budget 2026. Les investissements d'avenir tels que l'éducation et la recherche, ne reçoivent qu'une augmentation dérisoire de 0,4 milliards d'euros, largement insuffisante face aux besoins criants de ces secteurs.

Le Gouvernement se félicite d'une taxe sur le patrimoine financier qui rapporterait au mieux entre 1 et 1,5 milliards d'euros, bien loin des **15 à 25 milliards d'euros de recettes supplémentaires que pouvait rapporter la taxe Zucman** sur la fortune des ultrariches ; **un projet porté par le Nouveau Front Populaire**. La macronie tente de vendre la suspension de la réforme des retraites comme une concession majeure, pourtant elle reste insuffisante et ne s'accompagne d'aucune garantie de progrès social.

Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un tel budget injuste, dont les conséquences pèseront lourdement dans la vie quotidienne des Val-de-Marnais-es, déjà confronté-es à des besoins criants et urgents. L'heure est à la justice sociale fiscale, et écologique. Soutien aux député-es communistes qui voteront la censure.